

Brochure n° 3233

Convention collective nationale

IDCC : 1405. – **EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES**

ACCORD DU 5 JUIN 2009
RELATIF À L'ANNEXE SPÉCIFIQUE CCI « INDEMNITÉ
DE DÉPART À LA RETRAITE »

NOR : *ASET0951134M*
IDCC : *1405*

Entre :

L'association nationale des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes
(ANEEFEL),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)
CFTC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération du commerce CGT ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les salariés cadres et non cadres (quelle que soit la nature de leur contrat
de travail) quittant volontairement leur emploi pour bénéficier de leur droit à
la retraite reçoivent une indemnité de départ en retraite égale à :

- 1 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté dans la profession ;
- 2 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté dans la profession ;
- 3 mois de salaire après 25 ans d'ancienneté dans la profession ;

- 3 mois et demi de salaire après 30 ans d'ancienneté dans la profession ;
- 4 mois de salaire après 35 ans d'ancienneté dans la profession.

La rémunération à prendre en considération pour le calcul de l'indemnisation est 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le départ en retraite ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

Le taux de cotisation de la garantie indemnité de départ à la retraite est porté à 0,18 % de la masse salariale du personnel cadre et non cadre des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention.

Cette cotisation est à la charge exclusive de l'employeur.

Une étude actuarielle sera réalisée à partir des déclarations annuelles des effectifs des entreprises adhérentes afin de mesurer les engagements futurs et permettre ainsi aux partenaires sociaux et à l'assureur de réviser le taux, si nécessaire, en fonction des données techniques actualisées.

Il ne sera effectué de remboursement de l'indemnité à l'employeur que dans la mesure où le salarié bénéficiaire de la prestation justifie d'une cotisation minimale de 5 années au titre de fonds professionnel constitué et géré par l'AG2R Prévoyance, institution de prévoyance agréée sous le numéro 942 par arrêtés du ministre du travail en date du 18 février 1977 et du ministre de l'agriculture en date du 27 décembre 1984.

Fait à Paris, le 5 juin 2009.

(Suivent les signatures.)